

Formation continue : on commence quand ?

Le ministre confond animations pédagogiques et formation continue, cette dernière, exsangue, ne répond plus aux questions de métier qui se posent aux enseignants. Dans une école en constante évolution, ceux-ci ont besoin de suivi, d'accompagnement, des apports de la recherche et de mise à jour de leurs connaissances.



Formation continue : on commence quand ?

L'inspection générale aurait voulu mettre son ministre en difficulté, qu'elle ne s'y serait pas pris autrement. Elle vient juste de publier un rapport rédigé il y a un an et laissé depuis sous le tapis. Son *Évaluation de la politique publique sur la formation continue des professeurs du premier degré* dresse un état des lieux alarmant. Insuffisance des moyens de remplacement, conçue pour piloter pas pour aider les PE, contenus des formations pour les maîtres formateurs non identifiés, apport de la recherche invisible... Le constat est accablant (lire p. 16). L'IGEN souligne avec force que

“Pour penser une formation, je tente d'identifier un problème de métier et d'organiser le travail autour de différentes préoccupations”

les 18 heures d'animation pédagogique ne peuvent à elles seules tenir lieu de formation continue. Or, c'est bien ce que semble penser le ministre. En mars dernier la missive du Directeur général de l'enseignement scolaire adressée aux rectrices, recteurs, DASEN et IEN, intitulée « *La formation continue des professeurs des écoles dans le cadre des 18 heures d'animation pédagogique à la rentrée 2018* », préconise au cycle 2, neuf heures consacrées à la lecture et à l'écriture et neuf heures aux mathématiques. Au cycle 3, le temps est partagé entre la maîtrise de la langue et la poursuite du plan mathématiques.

En s'en tenant aux 18 heures le ministre ne dit rien de l'état exsangue dans lequel se trouve la formation continue aujourd'hui, ni de ses intentions pour la relancer. Or, en dix ans, le nombre de journées stagiaires a diminué de 53%. En moyenne, chaque PE bénéficie de deux journées de formation par an. Si



l'on considère les directrices et directeurs nouvellement nommés, les enseignants en éducation prioritaire ou ceux qui préparent le CAPPEI, qui bénéficieraient tous de semaines obligatoires de formation, autant dire que pour une grande majorité de PE c'est nada, wala, rien!

Comme nombre de métiers, celui d'enseignant s'exerce dans un contexte en permanente évolution. Evolution des publics avec le creusement des inégalités et l'inclusion scolaire, des prescriptions et des programmes, des contenus d'enseignement, des savoirs, des apports de la recherche... Pourquoi ce qui vaut pour les professions médicales, sociales ou liées à la justice, ne concernerait pas l'école? Le bagage acquis lors

de la formation initiale peut-il être suffisant pour enseigner tout au long d'une carrière?

Dans les faits, les plans départementaux de formation ont quasiment disparu. Quand ils subsistent, leur mise en œuvre se heurte souvent au problème des remplacements. De son côté, l'OCDE estime que « *la formation professionnelle continue a autant d'importance, si ce n'est plus parfois, que la formation initiale dans le succès d'un système d'éducation* ». La Cour des comptes, elle, pointe la faiblesse de la formation continue des enseignants en France. Pour le SNUipp-FSU, qui porte le projet d'une transformation de l'école qui soit celle de la réussite de tous les élèves, l'accompagnement, le suivi, la mise à jour,



le transfert des apports de la recherche sont fondamentaux (lire ci-contre). Car plus que de méthodes imposées d'en haut, c'est de partir de l'exercice de leur métier qu'ont besoin les enseignants pour garder la main. « Pour penser une formation, je tente d'identifier un problème de métier et d'organiser le travail autour de différentes préoccupations », explique Anne Christyn De Ribecourt, conseillère pédagogique (lire p. 17). Les expériences allant dans ce sens ne sont pas nombreuses et résultent d'un fort engagement des équipes et des institutions locales. À Aurillac dans le Cantal rural, « on utilise le réseau numérique pour proposer des séances conduites par les enseignants suivies de débats interprétatifs en autonomie avec l'idée de rompre l'isole-

ment des élèves comme des profs d'école », explique la formatrice Anne Sardier (lire p. 16-17). A Villeneuve-Saint-Georges dans le Val-de-Marne, c'est une formation inter degrés qui a été mise en place avec observation des pratiques entre enseignants de maternelle, d'élémentaire et de collège. (lire p. 18). « C'est le travail de la formation que de confronter le réel au prescrit, de problématiser ce qui est demandé de faire, pour aider à comprendre les gains et pertes de tel ou tel choix pédagogique ou didactique, grâce aux connaissances que les recherches peuvent apporter aux enseignants. Mais cela demande de l'humilité et beaucoup de savoirs » ajoute de son côté Patrick Picard, de l'Ifé (lire p. 18). Alors, la formation continue, on recommence quand ?



RETOUR VERS LE FUTUR

Les plus anciens se souviennent avec nostalgie des plans départementaux de formation épais comme des annuaires, qui proposaient à toutes et tous des stages d'une, deux, voire trois semaines. Et alors que le métier s'est complexifié, la formation continue est réduite à la portion congrue. Pour le SNUipp-FSU, elle est pourtant essentielle à la transformation d'une école qui fasse réussir tous les élèves. Elle doit être revivifiée, offrir des entrées variées, répondre aux besoins des équipes et être conçue dans le cadre de conseils départementaux associant tous les acteurs de l'école. Elle doit faire avec les apports de la recherche. Elle doit s'organiser sur le temps de travail et être librement choisie, avec les moyens en remplacement nécessaires.

“C'est le travail de la formation que de confronter le réel au prescrit, de problématiser ce qui est demandé de faire, pour aider à comprendre les gains et pertes de tel ou tel choix pédagogique ou didactique”

L'Inspection générale enfonce le clou

Un récent rapport de l'IGEN vient de dresser un bilan sans concession de l'état de la formation continue des enseignants.

« *Faiblesse des moyens de remplacement destinés à la formation continue, animation pédagogique au secours de la formation, rôle des directeurs et des enseignants pas mis en valeur, non-recours à la formation...* » Ces formules ne sont pas tirées d'un tract syndical mais bien des titres de chapitres d'un rapport de l'IGEN sur la formation continue qui vient d'être publié après une enquête menée en 2016 auprès de 22 000 enseignants. Pour les rapporteurs, « *la première [des] évidences tient au caractère général et systématique de la formation comme réponse aux nombreuses problématiques qui se posent au système éducatif.* » Malheureusement, les constats réalisés quant à la mise en œuvre de cette formation sont accablants. Le pilotage descendant des actions de formation se révèle inefficace et inadapté aux besoins manifestés par les enseignants. Ainsi que ce soit en

termes de modalités, d'offre de formation ou d'amélioration de leurs compétences professionnelles, environ 70% des répondants se déclarent insatisfaits. 80% des enseignants ne bénéficient sur l'année d'aucune action de formation remplacée, se contentant des 18 heures d'animation pédagogique. La gestion et l'utilisation des moyens dédiés à la formation continue sont également descendus en flammes. Budgets non consommés, ESPE absente des dispositifs, logiciel de gestion Gaïa peu ou pas utilisé par les directions académiques. La conclusion est sans appel : « *les modalités actuelles d'organisation de la formation sont considérées comme un obstacle majeur à l'émergence d'une formation de qualité (efficiente et efficace)* ». Au vu des besoins du terrain, ce diagnostic sévère gagnerait à ne pas prendre la poussière au fond d'un tiroir.



À AURILLAC (15)

L'exception cantalienne

En Auvergne existe encore une formation continue où enseignants et chercheurs peuvent se rencontrer.

Aurillac n'est pas que la ville la plus froide de France dans les bulletins météo. Invitons le lecteur à prendre en compte la situation en altitude du chef-lieu du Cantal et à y découvrir une action de formation continue hors du commun en direction des enseignants du premier degré. À l'origine du projet, une recherche-action autour d'un dispositif pédagogique permettant aux élèves de cycle 3 d'échanger sur le lexique et le sens des mots. Pour Anne Sardier, formatrice à l'ESPE d'Aurillac, membre du laboratoire ACTé* et initiatrice du projet, « *le caractère rural et montagnard du Cantal conditionne un tissu scolaire fait de nombreuses petites écoles à classes à cours multiples avec des élèves en tout petit effectif dans leur cours* ». Pour pallier cette difficulté, l'équipe de formateurs reprend un dispositif expérimenté au Québec : « *on utilise le réseau numérique pour proposer des séances conduites par les enseignants et complétées par des discussions sur le lexique étudié avec l'idée de rompre l'isolement des élèves comme des profs d'école* », explique Anne Sardier. Une expérimentation de plusieurs mois est menée sur la base de scénarios pédagogiques construits par l'équipe de l'ESPE. L'évaluation très positive de la phase de test auprès des élèves et des PE incite à poursuivre sur la durée d'une année scolaire, en y associant des enseignants en formation initiale.





LES OUTILS NUMÉRIQUES permettent d'échanger et de lutter contre l'isolement

3 QUESTIONS À...

«DIRE LE PRESCRIT NE SUFFIT PAS»

Anne Christyn De Ribecourt est conseillère pédagogique sur la circonscription de Bayonne (64)

compte les difficultés individuelles... Ces contraintes se mettent souvent en tension, et nécessitent de procéder à des arbitrages. C'est parce que ces choix sont parfois difficiles et qu'ils font partie intégrante de l'activité des enseignants, que l'on parle de « questions de métier ». Ce sont souvent ces questions qui remontent du terrain, et c'est précisément ce passage du « prescrit » au « métier » qu'on peut travailler en formation.

1.

QUELLES SONT LES ATTENTES DE L'INSTITUTION EN MATIÈRE DE FORMATION CONTINUE ?

La formation continue vise à doter les enseignants des compétences professionnelles indispensables pour accompagner les élèves et s'adapter aux évolutions du système éducatif. Parce que dire le prescrit ne suffit pas, la formation doit aider les enseignants à le traduire pour en faire des gestes professionnels.

2.

CELA CORRESPOND-IL AUX BESOINS EXPRIMÉS DU TERRAIN ?

Plus que de besoins, il faudrait parler de questions de métier. On entend par métier ce qui renvoie à l'activité quotidienne de la classe, dont on pourrait définir ainsi les deux aspects essentiels : d'une part, ce que doivent apprendre les élèves, d'autre part, comment faire pour qu'ils l'apprennent. Quand on est enseignant, le métier, c'est « faire la classe ». C'est construire sa pratique pour proposer des situations susceptibles de mener à bien les apprentissages tels qu'ils sont définis par les programmes en vigueur. Autrement dit, faire la classe, c'est trouver des « manières de faire » pour répondre à la prescription, c'est jongler avec les contraintes ordinaires du métier : tenir le temps, gérer l'espace, faire avancer toute la classe, prendre en

3.

COMMENT GÉREZ-VOUS CES QUESTIONS AU QUOTIDIEN ?

Mon rôle de formatrice, c'est d'organiser la rencontre entre la prescription et les acteurs de terrain, pour travailler sur les tensions qui se créent entre « ce qu'on nous demande de faire » et « ce que ça nous demande pour le faire ». Pour cela, je cherche à ramener des traces de l'activité, pour partager les expériences et chercher ensemble comment faire autrement. J'essaie de bien connaître le travail, et d'avoir une approche respectueuse de ce qui se passe réellement dans la classe. Pour penser une formation, je tente d'identifier un problème de métier et d'organiser le travail autour de différentes préoccupations : traduire le prescrit, comprendre les bonnes raisons que chacun a de faire ce qu'il fait, chercher ce qu'on gagne et ce qu'on perd à faire ce qu'on fait, réfléchir à des alternatives en s'appuyant sur les savoirs de recherches, proposer des outils pour aider les enseignants à travailler, apprendre à observer les élèves pour mieux comprendre la nature de leurs difficultés. Ça me demande de trouver des formats qui permettent d'alterner réflexion collective, essais en classe et retours sur ce qu'on a fait, et de stabiliser ces formats pour soutenir le travail sur un temps long et renforcer la dimension collective du métier.

ÉCOLES EN RÉSEAU

Le dispositif baptisé *Écoles en réseau* s'enrichit alors de deux déclinaisons, l'une en lecture, l'autre en mathématiques. IEN, CPC, PEMF, chercheurs issus d'ACTé sont de la partie et travaillent à étendre et affiner le projet. « *Le pari est qu'en co-construisant les outils pédagogiques, en développant les échanges grâce au numérique, on va transformer le quotidien des élèves, des enseignants et avancer vers une communauté de pratiques* », témoigne Isabelle Arthaud, une des PEMF impliquées. *Écoles en réseau* prend donc de l'ampleur grâce à des moyens qui sont au rendez-vous. Cette année Claire Margolinas, didacticienne des maths, a formé les formateurs et est intervenue dans un stage pour « *préparer le terrain* » au volet numération au cycle 2 qui commencera l'année prochaine. Le volet lecture compréhension est lui élaboré conjointement par Roland Goigoux et les formateurs du département. Il a été mis en musique par une équipe de formateurs et des enseignants stagiaires associés à l'aventure. La mise en œuvre en classe a ensuite fait l'objet de séances d'analyse et de régulation en présentiel ainsi que des temps de formation de formateurs en présence de Roland Goigoux. Avec la perspective d'inscrire des temps dans le plan départemental de formation l'an prochain. Toutes actions rendues possibles par le partenariat entre l'ESPE et la direction académique mais aussi par le vivier de stagiaires PES en stage massé qui permettent (pour l'instant) de libérer les enseignants. Parmi les curiosités exceptionnelles du Cantal, surtout ne pas oublier la formation continue des enseignants!

*Activité, connaissance, transmission, éducation.



À VILLENEUVE-SAINTE-GEORGES (94)

En double mixte

Co-construction et échange de pratiques : un projet de formation entre pairs en REP+

16h40, Fanny Calendini, enseignante de CE1-CE2 à l'école Jules Ferry, déboule essoufflée dans la salle 103 du collège éponyme à Villeneuve-Saint-Georges dans le Val-de-Marne. « On vient de co-animer dans ma classe une séquence sur la multiplication avec Maëlle, la prof de maths et on a débriéfé. », lance-t-elle en prenant place autour de la table. Elle vient faire le point sur l'avancement du projet avec Céline Mascarenhas, de la maternelle Paul Vaillant-Couturier, Aurélie Truong-Quang, la formatrice éducation prioritaire du réseau et Antoine Cavalier, prof d'histoire-géo au collège. Le projet : développer dans ce REP+ une formation inter degrés entre pairs. « L'EN souhaitait fédérer le réseau au travers d'un échange de pratiques entre les enseignants des différents degrés », explique Aurélie. Une commande institutionnelle, « mais c'est aussi une vraie demande du terrain, on est enfermées dans nos classes, on a besoin de se nourrir de ce qui se fait à côté », complète Céline. Dans un premier temps, les cinq enseignants sont allés observer des séquences de leurs collègues en maternelle, élémentaire et au collège, les remplacements étant assurés soit par la brigade de la circonscription, soit par les directrices, également mobilisées pour la réalisation de ces échanges. « Pour moi, c'est extrê-

mement intéressant, de savoir ce qui se fait avant la 6^e, on comprend mieux les élèves qui nous arrivent, comment ils ont appris et ce qu'on peut leur proposer pour qu'ils réussissent au collège », souligne Antoine. Ces observations ont permis de définir les axes de travail que les uns et les autres souhaitent creuser. L'autonomie des élèves par exemple et le travail de groupe qui prend des dimensions différentes selon les cycles. Des binômes élaborent alors des séquences co-animées dans les différentes classes. Chacun y met sa façon d'organiser la classe, ses gestes et sa culture professionnelle. « La mise en œuvre de ces séances est filmée, précise Aurélie, ce qui permet de revenir sur des situations de classe dont on n'a pas forcément conscience sur le moment. » « C'est à la fois troublant et enrichissant », sourit Antoine. « On voit plein de choses sur nos attitudes, celles de nos élèves. On constate qu'ici, il y a trop d'implicite dans la consigne, qu'on a perdu le groupe mais que là, ça fonctionne bien », relève Fanny. « La collègue de SVT a transféré ce souci de reformulation dans ses classes. » « J'ai partagé une séquence de français dans une classe de 5^e, se souvient Céline, mais avec des modalités de travail de la maternelle, en ateliers. » « C'est d'ailleurs cette question de l'aménagement de l'espace que j'ai pu observer en maternelle qu'on va travailler l'année prochaine avec mes collègues de l'élémentaire », renchérit Fanny. Pour Aurélie, tout est là. Dans le travail sur la continuité pédagogique, dans l'échange de pratiques, sans hiérarchisation des expertises et dans le partage de ressources.

NÉOPASS@CTION

L'entrée en classe et la mise au travail, faire classe à cours double, travailler avec des élèves à besoins particuliers : autant de thèmes et bien d'autres, abordés par la plateforme Neopass@ction conçue par l'Institut français de l'éducation (Ifé). De courtes vidéos présentent des situations de classe commentées et analysées par des enseignants débutants et expérimentés et des chercheurs. Accessible gratuitement avec son adresse professionnelle.

LE DAVOS DES INSTITS

L'Université d'automne du SNUipp-FSU réunit chaque année plusieurs centaines d'enseignants autour des questions vives du métier. Conférences, ateliers et débats : des personnalités issues de tous les horizons du monde de l'éducation viennent y partager le fruit de leurs recherches, de leur réflexion, de leurs enthousiasmes aussi. Un vrai moment de formation choisie qui, comme les universités de printemps ou les stages organisés en région par le syndicat, comblent un peu le vide laissé par le ministère.

VIDÉO : ET SI ON PARLAIT PRATIQUES ?

Olivier Maulini, professeur à l'université de Genève, intervient dans la formation des enseignants, des formateurs et des directeurs. Il a témoigné lors de la dernière Université d'automne du SNUipp-FSU de ses recherches sur les pratiques, le travail, le métier et la formation, les rapports entre savoirs, école et société. Dernier ouvrage paru : « Comment changent les formations d'enseignants » (éd. De Boeck, 2017).

SNUIPP.FR RUBRIQUE RESSOURCES/DU CÔTÉ DE LA RECHERCHE

“On ne peut pas former sans penser à plusieurs”

POURQUOI L'ENSEIGNEMENT NÉCESSITE-T-IL UNE FORMATION TOUT AU LONG DE LA CARRIÈRE ?

PATRICK PICARD : Parce que c'est un métier, tout simplement. Comme dans tous les métiers, ceux qui travaillent doivent avoir des espaces pour que le collectif professionnel nourrisse la pratique individuelle, avec l'aide de formateurs qui aident à problématiser les enjeux.

QUELS SONT LES ENJEUX DE CETTE FORMATION CONTINUE ?

P.P. : La spécificité du travail enseignant est le stress considérable que provoque la non réussite de tous les élèves, qui impacte le sentiment de décalage entre ce qu'on arrive à faire et ce qu'on aimerait faire. Si ce n'est pas travaillé collectivement, on a un double effet négatif : le système ne progresse pas dans sa capacité à faire réussir les élèves, et les professionnels s'enferment dans la résignation.

LES RÉPONSES APPORTÉES PAR L'INSTITUTION SONT-ELLES ADAPTÉES ?

P.P. : Nous sommes actuellement dans des paradoxes évidents. Le BO de 2015 énonce que les formateurs doivent penser, concevoir, mettre en œuvre, accompagner les collectifs et les individus, mais aussi analyser le réel en l'observant, pour pouvoir évaluer leur action. C'est un texte intéressant. Cela signifie qu'il faut prendre au sérieux la formation de formateurs, qui doivent à la fois être compétents sur plusieurs disciplines de recherche, mais aussi être capables de travailler en collaboration avec plusieurs métiers (enseignants, inspecteurs, coordonnateurs, directeurs, RASED...).

À l'inverse, si l'institution tournait le dos à ces objectifs ambitieux en

contraignant fortement les contenus et méthodes de formation, ce serait contre-productif. Si les inspecteurs et les formateurs laissent s'installer une telle dérive, cela éloignera les praticiens de la formation. Dans tous les métiers, on a besoin de stabilité, de confiance, de temps long pour le changement. Quand les prescriptions font du yoyo, cela suscite surtout du désengagement et de la défiance.

COMMENT TRANSFÉRER LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE VERS LES PRATIQUES DE CLASSE ?

P.P. : Je ne dirais pas « transférer ». La recherche, cela ne veut pas dire grand-chose. Il y a des recherches en psychologie, en pédagogie, en neurosciences, en didactique, en sociologie... qui éclairent le réel de l'activité d'enseignement et d'apprentissage chacune avec leur point de vue. Le travail du formateur, s'il est lui-même aidé par sa formation, c'est d'observer le réel avec attention, avec le moins de jugement possible, de travailler avec les enseignants pour mettre des mots sur les difficultés.

Mais former des professionnels, c'est accepter que plusieurs points de vue soient mis en confrontation, pour surmonter collectivement des contradictions. Le problème n'est pas de choisir entre dictée ou production d'écrit, mais de comprendre à quelles conditions l'une nourrit l'autre, et ce que ça demande aux élèves et aux enseignants. Sinon on tombe dans le dogmatisme, d'où qu'il vienne. C'est le travail de la formation que de confronter le réel au prescrit, de problématiser ce qui est demandé

de faire, pour aider à comprendre les gains et pertes de tel ou tel choix pédagogique ou didactique, grâce aux connaissances que les recherches peuvent apporter aux enseignants. Mais cela demande de l'humilité et beaucoup de savoirs.

Accompagner les enseignants dans la durée, leur proposer des outils utilisables, confronter les vécus ensemble, cela provoque chez les enseignants du plaisir à reprendre la main sur leur travail, lorsqu'ils constatent leur pouvoir de faire réussir les élèves. Le mythe des professionnels qui « résistent » à la formation ou au change-

Cela provoque chez les enseignants du plaisir à reprendre la main sur leur travail, lorsqu'ils constatent leur pouvoir de faire réussir les élèves

ment doit être relativisé. Les gens résistent à ce dont ils ne comprennent pas le sens, et ils n'ont pas toujours tort. Très modestement, le Centre Alain-Savary de l'Ifé essaie de proposer des espaces pour la formation et la documentation des formateurs. On ne peut pas former sans penser à plusieurs. La forte augmentation du nombre de personnes qui s'en servent me semble être un indice que les formateurs ont besoin d'espaces pour penser leur travail, pour que la formation soit effectivement un lieu d'interface entre la réalité du métier d'enseignant et les différents savoirs accumulés par la recherche...

Y compris quand cela nourrit des controverses !



BIO
Patrick Picard est responsable du centre Alain Savary à l'Ifé-ENS de Lyon